

**RAPPORT N° 2025/3-39  
au Bureau de la Communauté  
en séance du jeudi 26 juin 2025**

**OBJET :**

**MISE AU REBUS DE DIVERS MATERIELS ET MOBILIERS DE LA CINOR – partie 2/siège de la CINOR**

Dans le cadre de son opération « vide bureaux », la Direction de Moyens Internes procède actuellement à un recensement des matériels et mobiliers hors d'usage dans les différents bâtiments du siège de la CINOR.

Deux options à l'issue de ce recensement :

- 1 – pas de possibilité de récupération, dans ce cas le mobilier sera évacué vers nos déchetteries
- 2 – récupération possible, dans ce le mobilier sera dirigé vers des associations ou nos ressourceries pour une deuxième vie dans le cadre de l'économie circulaire.

Vous trouverez en annexe le tableau du matériels et mobiliers à mettre au rebus.

Je vous propose, en conséquence de :

- Déclasser la liste des matériels et mobiliers figurant dans le tableau en annexe, du domaine public
- M'autoriser à les mettre au rebus et à procéder à une mise à disposition suivant la procédure prévue à cet effet.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**Le Président,  
Maurice GIRONCEL**



**DECISION N° 2025/3-39  
du Bureau de la Communauté  
en séance du 26 juin 2026**

**OBJET : MISE AU REBUS DE DIVERS MATERIELS ET MOBILIERES DE LA CINOR – partie 2/siège de la CINOR**

**LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE**

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (...) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020 affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

**APRES EN AVOIR DELIBERE  
DECIDE**

**ARTICLE 1**

De déclasser les matériels et mobiliers présenté dans le tableau présenté en annexe.

**ARTICLE 2**

D'autoriser le président à les mettre au rebus et à procéder à une mise à disposition suivant la procédure prévue à cet effet.

Nombre de votants : 13  
Suffrages exprimés : 13  
Vote pour : 13  
Vote contre : 00  
Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme  
Fait à Sainte-Clotilde

08 JUL 2025

Le Président,  
Maurice GIRONCEL

